



Datum / Date: 6/12/2016
Uur / Heure: 09:30
Vraag / Question: n° 15328

**Question orale de la Députée Katrin JADIN
à Monsieur Didier REYNDERS, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires
étrangères et européennes, concernant la situation socio-économique de l'Irak
- déposée le 28 novembre 2016 -**

Monsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,

Alors que les regards se tournent sur la prise de Mossoul en Irak, la communauté internationale semble pour l'instant oublier le contexte socio-économique, pourtant essentiel à l'instauration et la pérennité de la démocratie irakienne. L'Irak accuse encore les conséquences de l'après-Saddam Hussein et les gouvernements successifs montrent leur difficulté à pallier les problèmes de corruptions, de confessionnalismes et de violences en Irak et à Bagdad en particulier.

Face à un contexte d'injustice et l'incapacité des autorités politiques à mettre en œuvre les réformes annoncées et nécessaires, le peuple sort dans la rue et exprime quotidiennement son mécontentement. Les problèmes économiques et politiques sont empirés par le combat contre l'État islamique, la corruption de l'armée ainsi qu'une haine des Occidentaux, incarnés par les États-Unis.

Monsieur le Ministre, mes questions sont les suivantes :

- 1) Quelle selon votre Département l'analyse de la situation socio-économique à Bagdad ? Peut – on espérer un redressement de l'économie irakienne ?
- 2) Quels sont les soutiens externes (conseillers étrangers, organisations internationales) qui soutiennent et conseillent le gouvernement irakien ?

Je vous remercie, Monsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, pour les réponses que vous voudrez bien m'apporter.

Katrin JADIN

Question parlementaire nr. 15328 de Madame Kattrin Jadin, Députée fédérale, à Monsieur Didier REYNDERS, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères.

QUESTION :

- 1) Quelle selon votre Département l'analyse de la situation socio-économique à Bagdad ? Peut - on espérer un redressement de l'économie irakienne ?
- 2) Quels sont les soutiens externes (conseillers étrangers, organisations internationales) qui soutiennent et conseillent le gouvernement irakien ?

REPONSE :

Vous avez raison de dire que le contexte socio-économique est essentiel à l'instauration et la pérennité de la démocratie irakienne.

L'économie irakienne est essentiellement basée sur le secteur pétrolier. Il compte pour 97 % des exportations du pays et pour 84 % des revenus du budget de l'Etat.

Nous savons tous que le prix du pétrole est bas. Ceci est un problème majeur pour le pays. Il faut noter que le problème budgétaire du pays est évidemment aggravé par les dépenses militaires.

Les chiffres mentionnés nous indiquent aussi que l'économie irakienne n'est pas suffisamment diversifiée. Le gouvernement irakien est conscient de ce problème.

Les analystes internationaux soulignent la situation économique alarmante. En juillet dernier, le Fonds Monétaire International est intervenu avec un soutien (stand-by arrangement) d'un montant de 5,34 milliards de dollars.

Ce soutien sera accompagné de mesures économiques structurelles. Celles-ci visent surtout les finances publiques, entre autres leur gestion et leur stabilité.

Le programme d'accompagnement met également l'emphase sur la lutte contre la corruption, répondant ainsi à une aspiration populaire qui s'est exprimée vivement et de façon récurrente en Irak.

Les 18 et 19 décembre prochain, je me rendrai avec mes collègues du Benelux à Bagdad et à Erbil. Ce sera pour moi l'occasion de dialoguer avec les autorités irakiennes et kurdes-irakiennes sur la situation et les perspectives économiques du pays.

**Le Vice Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères et Affaires Européennes
Didier Reynders**